

Apportez votre soutien au *Global Drug Policy Reform* :
Le « jour de la drogue » 26 Juin 2009

I. La guerre à la drogue une guerre menée contre les citoyens

Au moment où les Nations Unies se focalisent à nouveau sur l'usage de stupéfiants, nous appelons à une réforme globale de la politique des drogues.

Dans de nombreux pays la guerre à la drogue est devenue une guerre menée contre les citoyens. Des millions d'usagers de drogues inoffensifs doivent endurer abus de pouvoirs et incarcérations au lieu d'être correctement pris en charge à l'aide d'un traitement approprié. Des petits revendeurs et des planteurs de cannabis ou de coca sont lourdement condamnés et dépérissent en prison partout dans le monde. Des millions de gens doivent affronter le harcèlement policier et la destruction de leur récolte alors qu'ils essayent désespérément de survivre à un contexte économique particulièrement difficile. Pendant ce temps, l'épidémie de sida progresse.

II. Cinq Actions à mener aujourd'hui

Après des décennies de politiques qui n'ont pas su rendre nos sociétés plus sûres et plus saines, et devant l'évidence accablante démontrant que la criminalisation des drogues est à la fois contreproductive et hautement destructrice, nous demandons aux gouvernements de :

1. Se focaliser sur la politique de réduction des risques, par exemple faire en sorte que les programmes d'échanges de seringues soient largement accessibles.
2. Décriminaliser la possession de drogues pour simple usage.
3. Assurer l'accessibilité de traitements de la douleur et de l'addiction, dont l'efficacité a été démontrée par des recherches, y compris la méthadone et la buprénorphine.
4. Trouver des alternatives à la culture de la coca et de l'opium pour aider les petits cultivateurs.
5. Subordonner les mesures de contrôle des drogues au respect intégral des Droits de l'Homme et du citoyen, s'assurer que les sanctions soient proportionnelles au préjudice enduré par la société, abolir la peine de mort, et enfin proscrire tous les types de traitements n'ayant pas été validés par des recherches scientifiques.

III. La Chasse aux usagers de drogues provoque un désastre de santé publique

Après trente ans de propagation de l'épidémie de sida au niveau planétaire, nous pouvons affirmer que le fait de pousser les usagers de drogues dans la clandestinité ne fait qu'augmenter la probabilité de transmission du VIH et les hépatites virales.

Le nombre d'infections au VIH liées à l'injection de drogues continue de progresser de façon constante. Dans certains endroits en Europe de l'Est et du Sud-est Asiatique, ce chiffre atteint les 80%.

Pour citer la Fédération Internationale de la Croix Rouge et les associations du Croissant Rouge :

« Obliger les usagers de drogue à se cacher, les priver à la fois de traitements et de prévention, revient à créer une situation de santé publique désastreuse. Ceci malgré le fait que la politique de réduction des risques est une alternative compétitive en termes économiques unanimement saluée par la recherche scientifique ...Le message est clair. Il est temps d'avancer dans la lumière de la science, et non pas dans l'ombre de l'ignorance et la peur ».

Plutôt que de mener une approche sécuritaire, au coût prohibitif de 100 billions \$ par an, nous devons privilégier des objectifs de santé publique. Dans cet effort aveugle pour nettoyer le monde des drogues, 80% de patients dans le monde sont privés de traitements à base d'opiacés contre la douleur.

IV. Pour l'adoption d'une vision humaniste des problèmes de drogues

La question des drogues doit être appréhendée avec humanisme et compassion, s'appuyer sur les principes de la réduction des risques et le respect des Droits de l'Homme. Il faut également envisager la manière la plus efficace de limiter l'impact négatif de l'usage des drogues, de leur commerce et de leur production. Les données scientifiques et les analyses coûts/bénéfices, recommandent de façon prioritaire les programmes de réduction des risques, y compris les programmes d'échange de seringues (p.e.s.) , la substitution, et la mise à disposition de préservatifs.

Nous applaudissons les pays qui ont déjà pris des dispositions dans ce sens. Récemment l'Allemagne et la Suisse ont voté pour l'accès à l'héroïne médicalisée pour les usagers d'opiacés chroniquement dépendants. La nouvelle administration des Etats Unis s'est déclarée favorable aux p.e.s. L'Equateur a gracié des milliers de passeurs de drogues incarcérés à la suite de condamnations disproportionnées et 80 juges Argentins ont lancé un mouvement public de réforme de la législation sur les drogues dans leur pays.

Afin de mettre fin à cet engrenage de violence, et à la croissance de maladies à travers le monde, d'autres pays doivent suivre cette démarche.

Cet Appel à l'Action est Soutenu par :

Les Organisations Internationales

President Cardoso, Co-chair, Latin American Commission on Drugs and Democracy

Michel Kazatchkine, Directeur Exécutif, Global Fund to Fight AIDS, Tuberculose et

Malaria

Kieran Daly, Directeur Exécutif, International Council of AIDS Service Organizations
Balasz Denes Directeur Exécutif, Hungarian Civil Liberties Union Gregg Gonzalves,
International Treatment Preparedness Coalition Martin Jelsma, Drugs and Democracy
Program, Transnational Institute

Craig McClure, Directeur Exécutif, International AIDS Society Dr. Robert Newman,
International Center for Advancement of Addiction Treatment Professor Gerry Stimson,
Directeur Exécutif, International Harm Reduction Association Raminta Stuikyte,
Directeur, Eurasian Harm Reduction Network Carmen Tarrades, International
Community of Women Living with HIV/AIDS Mike Trace, Chairman, International Drug
Policy Consortium Kasia Malinowska-Sempruch and Daniel Wolfe, Open Society
Institute

Les Organisations Nationales

Zackie Ahmat, Secrétaire Général Adjoint, Treatment Action Campaign, Afrique du Sud
Patrizia Carrieri PhD, Chercheuse, French National Institute for Health and Medical
Research (INSERM), France

Rubem César Fernandes, Directeur, Viva Rio, Brésil

Jacek Charmast, Chairman, Polish Drug Policy Network, Pologne

Professor John Nicholas Crofts, Nossal Institute for Global Health, University of
Melbourne, Australie

Aleksander Ciechanowicz, Directeur Général, Humanitarian Action, St Petersburg Fund
for Medical and Social Programs, Russie

Dr. Marcus Day DSc, Director, Caribbean Drug & Alcohol Research Institute, Saint Lucia

Clement Edwards, Director, Substance Abuse Advisory Council Secretariat of Saint

Lucia Richard Elliott, Directeur Exécutif, Canadian HIV/AIDS Legal Network, Canada

Professor Dr. Adeeba Kamarulzaman, President, Malaysian AIDS Council, Malaysia

Sandra Kanck, Australian Parliamentary Group on Drug Law Reform, Australie Grazyna
Konieczny, Chairperson, Social AIDS Committee, Pologne

Professor Joep M.A. Lange, Center for Poverty-related Communicable Diseases,
Academic Medical Center, University of Amsterdam, Pays Bas

Massimo Barra, Vice-President, Standing Commission of Red Cross/Red Crescent
Movement

Dr. Apinun Aramrattana, MD, PhD, Department of Family Medicine, Faculty of Medicine,
Chiang Mai University, Thaïlande

Professor Pat O'Hare, Director, HIT, Royaume Uni

Hakima Himmich, Director, Association de Lutte Contre le SIDA, Maroc

Prem K Limbu, President, National Users' Network, Nepal Joesph Meharris, Manager,

d'Oasis Drop in Centre, Port d'Espagne, Trinidad and Tobago Professor Daniel Mejia,

Economics Department, University of the Andes, Colombia Phumi Mtetwa, Directeur

Exécutif, Lesbian and Gay Equality Project, South Africa Ethan Nadelmann, Directeur

Exécutif, Drug Policy Alliance, Etats Unis

Professor Wiktor Osiatyński, Pologne Dr. Cristina Pimenta, Executive Director, Brazilian
Interdisciplinary AIDS Association, Brésil

Professor Carla Rossi, Director, Centre for Biostatistics and Bioinformatics of the
University of Rome Tor Vergata, Italie

Sebastian Saville, Executive Director, Release, Royaume Uni

Joel Simpson, Founding Co-Chairperson, Society Against Sexual Orientation
Discrimination, Guyane
Paisan Suwannawong, Director, Thai AIDS Treatment Action Group, Thaïlande
Professor Pierre de Vos, Department of Public Law and Jurisprudence, Law Faculty,
University of Western Cape, Afrique du Sud
Professor Daniel Tarantola, School of Public Health and Community Medicine,
University of New South Wales, Australie/France
Dr. Alex Wodak, President, Australian Drug Law Reform Foundation, Australie
Professeur Aimé Charles Nicolas, *University Hospital of Fort de France, Martinique*
Wan Yanhai, Director, Beijing Aizhixing Institute, Chine
Jean Pierre Couteron, President, Association Nationale des Intervenants en
Toxicomanie et Addictologie, France
Fabrice Olivet, President, Auto Support d'Usagers de Drogues, France
Pierre Chappard, President, Act Up, France
Jean Louis Bara, President, SAFE, France
Michelle Sizorn, Vice President, SOS HEPATITES, France